

COMMUNIQUE N°044/ODEP/DECEMBRE/2025

INTIMIDATIONS ET MENACES DE MORT CONTRE LE PROFESSEUR FLORIMOND MUTEBA, PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'ODEP

L'Observatoire de la Dépense Publique (ODEP) porte à la connaissance de l'opinion nationale et internationale que son Président du Conseil d'Administration, le Professeur Florimond MUTEBA TSHITENGE, fait l'objet de menaces de morts graves et répétées, de la part d'individus se présentant comme des proches ou conseillers du Président de la République, **Son Excellence Monsieur Félix Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO**.

Depuis plusieurs semaines, un individu utilisant le numéro de contact **099 904 3380** contacte à plusieurs reprises le Professeur Florimond MUTEBA, affirmant agir au nom du Président de la République et se présentant comme l'un de ses conseillers. Toutefois, cette qualité n'a jamais été confirmée par aucun canal officiel de la Présidence de la République.

Après vérification, il s'avère que cet individu serait de nationalité camerounaise. Ses prises de contact sont caractérisées, tantôt par des menaces de mort explicites, tantôt par des propositions de collaboration politique ou institutionnelle non sollicitées.

Ce mardi 23 décembre 2025, un autre individu, présenté comme son collaborateur et utilisant le numéro **098 710 6636**, a de nouveau proféré des menaces graves, se réclamant également d'un mandat provenant des plus hautes autorités du pays.

Ce dernier affirme avoir été allé le chercher en groupe avec d'autres agresseurs au bureau de la Société Civile avec l'IGF ce matin et menace de venir l'agresser à son domicile.

Face à la gravité de ces faits, l'ODEP s'interroge publiquement : **qui sont ces personnes qui parlent au nom du Chef de l'État pour proférer des menaces de mort ? Dans quel but et pour quels prétendus faits reprochés ?**

Il convient de souligner que le Professeur MUTEBA a déjà privilégié les voies institutionnelles, en saisissant notamment le Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Intérieur et Sécurité, Son Excellence **Monsieur Jacquemin SHABANI**, sans qu'aucune réaction officielle n'ait été enregistrée à ce jour.

Au regard de l'urgence et du danger réel que représentent ces menaces, l'Observatoire de la Dépense Publique (ODEP) en appelle :

- à la clarification officielle de la Présidence de la République ;
- à l'ouverture immédiate d'une enquête par les services compétents ;
- à la protection de son intégrité physique et morale, conformément à la Constitution et aux engagements internationaux de la République Démocratique du Congo en matière de droits humains.

L'ODEP réaffirme son engagement en faveur de la transparence, de la redevabilité et de l'État de droit, et rappelle que nul ne peut intimider ou réduire au silence les acteurs de la société civile par la menace ou la violence.

Fait à Kinshasa, le 23 Décembre 2025

Pour l'Observatoire de la Dépense Publique



Florimond MUTEBA TSHITENGE
Président du Conseil d'Administration